



# LE DEVOIR



YURIKO NAKAO REUTERS

Après avoir solidement empoigné une boîte de vivres, un jeune sinistré indonésien s'éloignait hier en courant de la cohue qui régnait à l'arrivée d'un hélicoptère américain venu ravitailler un camp de réfugiés, à Kouati Sounam, quelque 100 kilomètres au sud de Banda Aceh. Peu à peu, les secours s'organisent dans cette région, bien que les difficultés demeurent immenses.

## Ottawa dépêche la DART au Sri Lanka

MALORIE BEAUCHEMIN

Répondant aux critiques accusant le Canada d'avoir été lent à réagir devant l'ampleur de la catastrophe en Asie du Sud-Est, le premier ministre Paul Martin et le ministre de la Défense Bill Graham ont confirmé, hier, le déploiement de l'Équipe d'intervention en cas de catastrophe, la DART, dans la région dévastée afin de venir en aide aux populations touchées.

Ces militaires spécialisés en situations d'urgence devraient quitter aujourd'hui le Canada pour se déployer à partir de jeudi dans le Sud-Est du Sri Lanka, plus précisément dans la région d'Amparai, qui a été sévèrement touchée par les tsunamis meurtriers du 26 décembre dernier.

Composé d'environ 200 militaires des forces canadiennes, la DART (acronyme anglais pour Disaster Assistance Response Team) aura une double mission: contribuer à la purification des eaux et apporter une assistance médicale aux populations locales. Mais qui sont donc ces experts en intervention d'urgence? «Ce sont des militaires toujours en état d'alerte. Une quinzaine ont des postes permanents, les autres sont sélectionnés dans tout le Canada pour leur expérience, soit à l'étranger, soit comme médecins, ingénieurs ou autres spécialisations», a expliqué au Devoir l'analyste militaire et retraité des forces canadiennes, Rémi Landry.



Le ministre de la Défense, Bill Graham

La DART est constitué de cinq composantes: une équipe de commandement et de communications, une trentaine de militaires chargés de la sécurité, une équipe de logistique, un groupe d'ingénieurs en construction et, finalement, une équipe médicale d'urgence. «Les spécialistes en génie de campagne et de construction seront chargés de monter le camp, de déployer l'équipement lourd afin de procéder à l'épuration des eaux pour ensuite être mis à la disposition des autorités nationales, notamment pour la construction de camps de réfugiés», a affirmé Rémi Landry. La capacité de l'équipement canadien d'épuration varie entre 50 000 et 100 000 litres d'eau par jour.

L'équipe médicale mettra pour sa part sur pied un petit hôpital de campagne pouvant accueillir 200 personnes par jour et disposant de médecins, de chirurgiens, d'une pharmacie et d'un laboratoire. «Il y a un important enjeu de santé publique actuellement; les épidémies de choléra sont fréquentes à la suite de ce genre de catastrophe», a souligné Rémi Landry.

VOIR PAGE A 8: SECOURS

VOIR PAGE A 8: DART

## L'aide fait son chemin

### D'immenses difficultés logistiques ralentissent les secours aux victimes des tsunamis

La course contre la faim et les épidémies qui menacent les millions de sinistrés des tsunamis s'est encore accélérée hier, en Asie du Sud-Est. À bord d'hélicoptères ou à dos d'éléphants, les équipes de secours chargées d'acheminer vivres et médicaments dans les régions dévastées luttent contre les immenses difficultés logistiques imposées par l'ampleur de la tragédie, alors que certaines régions touchées demeurent toujours inaccessibles. Le bilan du séisme indique maintenant au moins 145 000 morts, dont 94 000 en Indonésie.

Mais ce nombre risque fort d'être encore revu à la hausse, comme c'est le cas quotidiennement depuis le 26 décembre. Car si les récits de quelques rescapés, rejetés in extremis par la mer, laissent une parcelle d'espoir aux proches des milliers de disparus, les autorités

de plusieurs des pays ravagés s'apprêtent à comptabiliser ces personnes comme étant décédées.

Jusqu'à présent, la mobilisation internationale a permis d'amasser 2,4 milliards de dollars de promesses d'aide publique. Les Nations unies ont déjà recueilli des promesses de dons qui totalisent un montant record de 1,8 milliard de dollars. «C'est ce que l'ONU récolte généralement en un an pour ses opérations humanitaires, c'est un montant sans précédent», a souligné une porte-parole de l'organisation. Hier, le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, a toutefois mis en garde la communauté internationale pour que la totalité de la somme promise soit effectivement versée, ce qui n'est pas toujours le cas, a-t-il rappelé.

À Washington, le président américain George W.

Bush a chargé ses prédécesseurs George Bush et Bill Clinton de lever des fonds privés pour venir en aide aux victimes des raz de marée. Le président de la Banque mondiale, James Wolfenson, a quant à lui indiqué que son organisation pourrait tripler une aide qui atteint actuellement 250 millions de dollars.

Entre toutes les urgences, l'aide humanitaire se concentre principalement vers les dizaines de milliers de sans-abri rassemblés dans des camps de fortune sur la côte nord-ouest de l'île de Sumatra

■ Autres textes en pages A 2, A3 et B 6

### IRAK

## Un ministre évoque le report du scrutin

Il faut reporter les élections du 30 janvier en Irak: c'est le ministre irakien de la Défense Hazem Chalane qui a lancé hier ce cri d'alarme alors qu'une vague d'attentats a fait hier au moins 30 tués, dont l'un à Bagdad, près du siège du parti du premier ministre. Un tel report donnerait une chance à la minorité sunnite, 20 % des 28 millions d'Irakiens, d'y participer, a-t-il précisé hier au Caire. La plupart des partis sunnites boycottent le scrutin. Les États-Unis ont réaffirmé s'en tenir à l'échéance prévue.

■ À lire en page A 5



ALI JASIM REUTERS

Une vague d'attentats a fait hier au moins 30 morts en Irak, dont l'un à Bagdad.

### INDEX

7	Annances.....	B 5	Idées.....	A 7
	Avis publics..	B 4	Météo.....	B 4
	Culture.....	B 8	Monde.....	A 5
	Décès.....	B 5	Mots croisés..	B 5
	Économie.....	B 1	Sports.....	B 4
	Éditorial.....	A 6	Télévision.....	B 6

### L'ENTREVUE



PIERRE VERDY AFP

Joël de Rosnay — ici devant La Villette, à Paris — a été un des premiers, en 1979, à nommer les mauvaises habitudes alimentaires qui menacent la santé des Occidentaux dans un livre intitulé *La Malbouffe, comment se nourrir pour mieux vivre*.

## Merci pour la «malbouffe»

FABIEN DEGLISE

C'est le père de la malbouffe. Le mot, pas la saucisse en pâte congelée. Et forcément, personne ne lui en veut.

Au contraire, depuis des années, Joël de Rosnay ne cesse d'être louangé par les pourfendeurs de la surcharge pondérale. Pour une bonne raison d'ailleurs: il a été un des premiers, avec sa femme Stella, à lever le voile sur le sombre univers de l'industrialisation des aliments et des mauvaises habitudes alimentaires qui menacent la santé de nos sociétés occidentales.

C'était en 1979 dans un livre intitulé *La Malbouffe, comment se nourrir pour mieux vivre* (Seuil). Un ouvrage pratique et incisif qui, faisant d'une pierre deux coups, est venu donner naissance à un concept aujourd'hui surexploité et à un vaste mouvement d'opposition au «manger vide» qui ne cesse de prendre de l'ampleur partout sur la planète.

Lentement mais sûrement, l'homme a donc fait beaucoup d'émules avec son néologisme porté désormais par les nutritionnistes, les cardiologues, nouvellement les politiciens, mais aussi par José Bové, un des plus grands utilisateurs de ce nom devenu commun et vaisseau amiral de son combat contre l'homogénéisation de la nourriture.

À l'autre bout du fil, le scientifique français aujourd'hui âgé de 67 ans sait toutefois rester humble. «Oui, ma femme et moi sommes les inventeurs du mot malbouffe», explique-t-il depuis sa résidence parisienne avec une voix qui, étrangement, transporte jeunesse et dynamisme. *Nous l'avons créé à partir des concepts de malnutrition et de grande bouffe — en référence au film de Marco Ferreri — pour exprimer le paradoxe de notre époque: d'un côté, des gens qui meurent de faim faute d'aliments et, de l'autre, des gens qui tombent malades parce qu'ils mangent trop et surtout mal.*

VOIR PAGE A 8: MALBOUFFE

## La mort suspendue

### Cinq entreprises américaines offrent actuellement des services de cryogénie

Faire congeler son corps, peu après sa mort, dans l'espoir d'être un jour réanimé: le projet glaçant qu'on appelle «cryogénie» a ses associations, ses entreprises et ses clients prêts à payer d'importantes sommes. Marginal, le phénomène pose toutefois des questions troublantes sur la vie et la mort dans nos sociétés technologisées.

ANTOINE ROBITAILLE

«No autopsys»: ces deux mots, à côté d'un numéro de téléphone 1 800, sont gravés en rouge sur le petit bracelet argenté de type «alerte médical», au poignet de Michael La Torre. Pourquoi? «Parce ça brise le corps et que, moi, comme membre d'Alcor, je veux qu'il soit congelé avec le minimum de dommages. J'espère être de retour ici-bas un jour», dit ce professeur d'anglais du Nouveau-Mexique, rencontré à Toronto.

Alcor est une des cinq entreprises — toutes américaines — offrant des services de cryogénie, la congélation en vue de la réanimation. Au dire de ceux qui croient à la cryogénie, c'est «la plus importante au monde», la mieux organisée. Elle ne parle plus de congélation, mais de «vitrification», procédé qui réduit au maximum les dommages causés par les cristaux de



VOIR PAGE A 8: CRYOGÉNIE

## ACTUALITÉS

## SECOURS

SUITE DE LA PAGE 1

(Indonésie), où vivaient les deux tiers des morts officiellement recensés. C'est là que l'aide est la plus difficile à organiser. Le recensement des victimes se poursuit sur des pans entiers du littoral qui ont été engloutis. Certaines régions sont toujours totalement inaccessibles et coupées du monde.

«Les problèmes que nous rencontrons à Sumatra et à Aceh n'ont pas d'équivalent ailleurs», a déclaré le coordinateur onusien de l'aide internationale, Jan Egeland. Ce sont les plus reculées, celles où les dommages ont été les plus importants, où les routes sont les plus endommagées, les pistes d'atterrissage moins nombreuses et abîmées.

Arrivés à bord du porte-avions Abraham Lincoln qui a jeté l'ancre au large de la province d'Aceh, les hélicoptères de l'US Navy ont commencé à évacuer les blessés de cette région située à 150 kilomètres de l'épicentre du séisme. «Les villageois ont commencé à sortir d'un peu partout pour réclamer de l'aide. Ils disent que beaucoup de blessés se trouvent encore dans l'intérieur des terres, sur les hauteurs», a raconté un des pilotes américains.

D'autres ont fait état de colonnes de sans-abri se dirigeant vers Banda Aceh, chef lieu de la province, où les secouristes ont installé des camps de tente et des bâches en plastique. Plus de 270 000 survivants s'entassaient hier dans ces camps d'urgence, et ce, dans des conditions de précarité faisant redouter des épidémies. Les occupants n'ont pas hésité à charger les hélicoptères venus à leur secours pour arracher nourriture et eau potable, tant les besoins sont pressants.

«Il n'y a pas de sanitaires, pas de toilettes, pas de ramassage des ordures», soulignait Sasilia Daniel, médecin indonésien qui assiste 3000 réfugiés à Banda Aceh, la capitale provinciale.

## Processus lent

Avec l'aide des agences internationales, des organisations humanitaires et des gouvernements étrangers, les autorités des pays affectés parviennent tout de même peu à peu à s'organiser pour acheminer dans les principaux aéroports de la région les milliers de tonnes d'aide indispensables aux cinq millions de sans-abri. Mais cet effort crée lui-même problème: l'ONU et la Croix-Rouge font ainsi état de goulets d'étranglement provoqués par l'arrivée en masse de matériel et d'équipes, et de difficultés de transport dues aux destructions.

Les routes et les ponts dévastés continuent notamment à retarder la distribution de cette aide. «Les équipes de secours se trouvent parfois immobilisées par un mur de dévastation. Tout est détruit», souligne Aly-Khan Rajani, de l'organisation canadienne CARE.

Au Sri Lanka, deuxième pays le plus touché avec 30 196 morts, 3792 disparus et 850 000 sans-abri, l'aide gouvernementale tarde également à se mettre en place, mais la distribution de nourriture n'a pas donné lieu aux mêmes émeutes qu'en Indonésie. Certains rescapés ont en outre commencé à quitter les camps de fortune pour regagner leurs villages.

## Les zones touristiques privilégiées?

En Thaïlande, le bilan des morts atteint 5187 tués, dont 2463 étrangers. Les raz de marée ont balayé villages de pêcheurs et établissements hôteliers, notamment à Phuket et Phang Nga, hauts lieux du tourisme international. Hier, des rescapés thaïlandais se plaignaient de voir les secours se concentrer sur les zones touristiques et atteindre en priorité les étrangers.

En Inde, dans les îles isolées d'Andaman et Nicobar, c'est le gouvernement qui refuse l'accès aux organisations humanitaires, avançant des raisons de sécurité militaire et de protection de tribus indigènes. Au moins 818 personnes sont mortes dans ces îles inaccessibles. Le bilan pour l'ensemble de l'Inde était hier de 9479 morts confirmés et 5796 disparus. Quelque 384 000 personnes restaient déplacées hier, hébergées dans 560 camps.

Sur l'ensemble de la région dévastée, le bilan des personnes étrangères décédées compte maintenant 60 Allemands, 52 Suédois, 40 Britanniques, 23 Suisses, 22 Français, 21 Japonais et 15 Américains, notamment. Le décès de cinq Canadiens a aussi été confirmé. Trois de ceux-ci étaient Québécois. Au moins 150 autres citoyens du pays sont portés disparus.

## Activité diplomatique

Parallèlement aux opérations de terrain, une intense activité diplomatique commence à se déployer dans la région. Le secrétaire d'Etat américain Colin Powell est arrivé hier à Bangkok, à la tête d'une délégation.

Après la Thaïlande, M. Powell se rendra en Indonésie pour participer jeudi à Jakarta à un sommet international sur les conséquences de la catastrophe et les moyens de renforcer le dispositif d'aide en faveur des pays dévastés, sommet parrainé par l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est (Asean). Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, y participera, de même que des responsables de l'Union européenne, de la Banque mondiale et de l'Organisation mondiale de la santé.

## Le Devoir

D'après l'Agence France-Presse, Reuters, Associated Press et Le Monde

## EN BREF

## Nez rouge en baisse

Québec — Le président-fondateur de l'Opération Nez rouge, Jean-Marie De Koninck, faisait hier le bilan de la 21<sup>e</sup> édition de l'événement. Du 3 au 31 décembre, 52 834 bénévoles ont effectué 72 172 accompagnements au Canada, dont 61 224 au Québec. Le résultat national est en baisse de 7 % par rapport à celui de l'année dernière. Au Canada, Nez rouge versera plus de 1 100 000 \$ à une centaine d'organismes voués à la jeunesse ou au sport amateur. — PC

## LE DEVOIR

Les bureaux de *Le Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333 Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

*Le Devoir* peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle.

*Le Devoir* est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par l'imprimerie Québec World, St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean-sur-Richelieu, division de l'imprimerie Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. *Le Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division de Corporation Sun Media, 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0688. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

## CRYOGÉNIE

SUITE DE LA PAGE 1

congélation. La Torra fait partie des 697 «membres» d'Alcor, lesquels attendent de subir le même sort que les 67 «patients» actuels: c'est ainsi que l'entreprise désigne les corps qu'elle conserve dans de grands cylindres pleins d'azote liquide à -196 degrés Celsius. Juridiquement, les patients «donnent leur corps à la science». C'est la formule qu'Alcor a adoptée afin de contourner la législation de certains territoires — la Colombie-Britannique, par exemple — qui interdisent de disposer d'un corps autrement que par inhumation ou crémation.

Alcor, qui mise sur le froid, a pourtant son siège dans un État désertique, l'Arizona, (dont la capitale est Phoenix, oiseau mythique qui renaît de ses cendres). Sur son site Internet, elle fait savoir qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2005, ses prix vont augmenter de manière importante. Pour la conservation de l'ensemble du corps, ce sera désormais 150 000 \$ plutôt que 120 000 \$ comme jadis. Pour une «neuro-procedure» ce qui, dans le jargon de l'entreprise, signifie la préservation de la tête, Alcor demandera désormais 80 000 \$ et non plus 50 000 \$. La tête seulement? Oui, car elle contient tout ce qu'il y a d'important selon les adeptes de la cryogénie: les souvenirs, l'identité de la personne. «Dans les cent prochaines années, il est très probable — bien qu'incertain — que la science sera en mesure de réanimer les gens. On pourra leur donner un nouveau corps par clonage», soutient Christine Gaspar, une infirmière de Vancouver, présidente de la Cryonics Society of Canada, qui a participé à la première opération de cryogénie au Canada, en 2002.

Tout cela n'est-il pas profondément macabre? Max More, célèbre militant transhumaniste du Texas et pourtant membre d'Alcor, l'admet: «Je déteste absolument cette idée d'être congelé.» Mais il insiste pour dire que «c'est préférable aux autres options: être incinéré ou mangé par les vers. La cryogénie, c'est mon deuxième choix! Mon premier, c'est de ne pas mourir».

## Congélation «pré-mortem»

Ne pas mourir? L'acceptation de plus en plus grande du suicide assisté réjouit pourtant les militants pro-cryogénie. En 1988, Thomas Donaldson, un docteur en mathématiques californien atteint d'une tumeur au cerveau, a demandé à la cour la permission d'être anesthésié et congelé avant sa mort. Il réclamait un «droit constitutionnel à la congélation pré-mortem». À l'époque, les médecins donnaient à Donaldson cinq ans à vivre. Ce dernier estimait que, s'il attendait jusqu'à cette limite, la tumeur allait détruire ses neurones renfermant son identité et ses souvenirs. Bref, le congeler une fois mort deviendrait inutile... Mais la cour a refusé. Donaldson est allé en appel et a perdu, le tribunal indiquant que toute personne qui aiderait le mathématicien à se faire congeler serait accusée de meurtre.

Mais Donaldson a survécu! «Ma tumeur s'est en partie résorbée. Je suis en chimiothérapie depuis ce temps», dit ce personnage étrange joint en Australie où il vit maintenant. «Je veux toujours être suspendu pour éviter la mort. Tant que je demeure un humain pensant, je suis encore vivant, même si je suis en suspension cryogénique.»

Chère, la cryogénie? «Une aubaine pour une chance d'éviter la mort», peut-on lire dans les documents d'Alcor, qui répète constamment qu'elle ne garantit aucune réanimation. La presque totalité des membres s'engagent à assumer les coûts avec leurs assurances vie. Christine Gaspar explique de plus que, pour assurer une conservation à long terme, il faut y mettre le prix: «Mais l'azote liquide ne coûte pas si cher, dit-elle. Les arrangements actuels permettent de croire que l'on pourrait maintenir les corps en suspension pendant des centaines d'années.» Elle souligne du reste que, dans d'autres entreprises de cryogénie, la facture est moins salée. Le Cryonic Institute (CI), situé au Michigan, offre une «solution» à 30 000 \$ et conserve actuellement 68 corps. Il a été fondé par le penseur de la cryogénie moderne Robert Ettinger, auteur de *The Prospect of Immortality*, qui avait fait sensation dans les années 1960. «Contrairement à Alcor, le CI n'utilise pas d'anticoagulant ni de produits chimiques complexes comme des produits antigels. Il se contente de refroidir les corps», dit Christine Gaspar.

## Légendes

Chez Alcor, la récente hausse des tarifs est aussi due au «patient» célèbre qu'elle a accueilli il y a deux ans et au battage médiatique qui a suivi. Walt Dis-

ney? Non, la congélation du célèbre créateur de Mickey Mouse est une légende urbaine tenace maintes fois infirmée. C'est une autre légende qu'Alcor conserve: Ted Williams, grand joueur de baseball des Red Sox de Boston, illustre membre du temple de la renommée. À sa mort en 2002, un de ses fils, John Henry Williams, a fait savoir que son père serait cryogénisé, ce qui a déclenché une querelle familiale très médiatisée. Max More se rappelle être allé à CNN défendre la cryogénie. La fille de Williams, Bobbie-Jo, considérée comme «dément» le projet de son frère et a tenté de démontrer que son père, dans son testament, avait clairement dit qu'il souhaitait être incinéré. Elle s'est battu en vain devant les tribunaux pour empêcher la chose.

Le p.-d.g. d'Alcor, Joseph Waynick, reproche aux médias d'avoir traité l'affaire de manière sensationnaliste. Notamment *Sports Illustrated*, dans un article «plein de détails morbides», qui décrit la congélation de la tête du joueur de baseball fissurée par le froid, trouée, intubée, et flottant dans l'azote avec des corps d'autres «patients». «Ce n'est pas 10 trous que nous faisons dans la tête avant de la congeler, mais un seul», a répliqué Waynick de façon peu convaincante. Le fils de Ted Williams est mort l'hiver dernier à 35 ans et est maintenant congelé auprès de son père.

L'affaire a «donné mauvaise presse à la cryogénie», dit Christine Gaspar. Malgré tout, Alcor a semblé en profiter. Elle a récemment dévoilé d'importants projets d'expansion. Les embaumeurs de l'Arizona, par une loi déposée au parlement de l'État, ont tenté en vain en 2004 prendre le contrôle du commerce de la cryogénie.

## Probabilités faibles

Les probabilités techniques réelles que la cryogénie remplissent ses promesses? «Presque nulles à court et à moyen termes», affirme un spécialiste de la congélation des organes en vue de leur transplantation, Hui Fang Chen, chercheur à l'hôpital Notre-Dame. Chen a développé une technique de congélation minimisant les dommages aux tissus qui lui a permis il y a deux ans de greffer les ovaires gelés de sept rates «conservés une nuit dans l'azote liquide». Le docteur Chen affirme que c'était déjà tout un défi de congeler ainsi une nuit un seul organe. «Imaginez une personne entière, et morte!» Mais Chen ne condamne pas les compagnies comme Alcor. «Les scientifiques ont besoin de rêves», plaide-t-il en affirmant qu'il y a 100 ans, plusieurs se seraient moqués de ceux qui auraient annoncé qu'on irait sur la lune.

Avant les années 1990 d'ailleurs, la cryogénie était totalement en discrédit. Woody Allen, dans *The Sleeper*, l'avait magistralement raillée. C'était devenu pour plusieurs un rêve fou de personnages tels le prophète hippy Timothy Leary, grand consommateur de LSD.

Ce sont les promesses des nanotechnologies qui ont relancé, au tournant des années 1980, «le rêve» de la cryogénie. Science de l'infiniment petit, manipulation au niveau moléculaire des particules élémentaires, elles ont suscité une véritable utopie technologique. Selon ses prophètes comme Eric Drexler, anciennement du MIT, on mettra bientôt au point des «nanorobots» qui pourront circuler dans le corps et réparer tous les dommages causés par les années de congélation. Les nanotechnologies guériraient au passage la maladie qui a causé la mort et rendraient sa jeunesse au corps réanimé. «C'est le pari le plus certain qui se présente à nous», dit Christine Gaspar. Mais l'ancien directeur des programmes scientifiques chez Nano-Québec, Robert Sing, affirme que Drexler lui-même a récemment modéré ses transports utopiques. Non seulement nous sommes «très très loin» de ces perspectives chimériques, «mais sans doute que nous n'y accéderons jamais», tranche-t-il.

N'empêche, le milliardaire américain Saul Kent, président de la Life Extension Foundation (qui publie la revue *LE*) a révélé en 2004 les plans d'un grand Timeship Building de 180 millions où l'on conserverait en suspension cryogénique près de 10 000 «patients», mais aussi l'ADN de toutes les espèces menacées. Croisement entre Fort Knox et l'Arche de Noé, on commencera à construire l'édifice en 2005.

À moins que l'idée soit «mise sur la glace»...

## Le Devoir

## MALBOUFFE

de profits, de bénéfices et de concurrence, bien sûr. Et il faut espérer que cette responsabilisation finira par se généraliser. Ce qui n'est pas encore le cas.»

## Difficile à terrasser

La raison en est d'ailleurs simple selon lui: les fabricants de malbouffe ne peuvent pas scier la branche sur laquelle ils sont aujourd'hui assis. «Un bon gestionnaire ne va pas faire de la concurrence à ses propres produits», résume M. de Rosnay. Il doit plutôt amorcer des transitions qui peuvent prendre du temps: de 10 à 15 ans environ.»

Les ayatollahs du bien manger et adeptes du «ici maintenant» risquent de grincer les dents. Mais M. de Rosnay, aujourd'hui directeur de la prospective et de l'évaluation à la Cité des sciences et de l'industrie de la Villette, à Paris, n'a pas l'intention de les rassurer, conscient que, pour plusieurs, l'équilibre contient forcément sa part de malbouffe.

Normal. Car si la bonne bouffe progresse, la malbouffe, elle, poursuit encore et toujours sa route, constate-t-il. Et les chances de la voir un jour éradiquée du paysage culinaire demeurent une belle utopie. «Ce type d'alimentation n'est pas éradicable, dit celui qui avoue s'être longtemps moqué du tofu consommé par sa femme avant d'y succomber totalement. Dans notre corps, dans notre esprit, il y a des volontés de ne pas toujours aller vers le meilleur, mais le pire. Regardez ce qui arrive avec les drogues: le café, la cigarette ou les médicaments qui attirent toujours un grand nombre de personnes et qui génèrent d'énormes marchés. C'est la même chose avec la malbouffe: ce n'est pas demain que les crackers, les chips, les biscuits et autres produits que les enfants grignotent devant la télévision vont disparaître.» Mais ces produits devraient, par contre, sous l'abondance d'information visant à mettre en lumière leur caractère délétère, perdre tout de même un peu de lustre... tout comme de l'espace dans les garde-manger, croit-il.

«En 1979 nous l'avons écrit avec Stella, aujourd'hui je le répète: manger différemment, c'est voter tous les jours, lance Joël de Rosnay. Quand les citoyens n'ont pas toute l'information qu'il faut, ils ne peuvent pas

## DART

SUITE DE LA PAGE 1

La DART a été déployée à deux occasions seulement depuis sa création en 1996, soit au Honduras en 1998 et en Turquie en 1999, à la suite de tremblements de terre qui avaient fait plusieurs milliers de morts dans ces deux pays. Un équipe d'urgence, donc, mais qui n'a servi que très rarement depuis sa création. «La décision d'envoyer la DART relève du gouvernement. C'est un choix très onéreux, le déploiement en Turquie a coûté 15 millions, celui en Asie devrait se chiffrer autour de 20-25 millions, a expliqué le militaire à la retraite. Ça prend une demande de la part des autorités nationales, et ça ne doit pas concurrencer d'autres agences d'aide.» Mais le plus gros problème reste le manque criant de capacité de transport stratégique du matériel. Pour l'opération en cours, Ottawa a dû louer les services de deux avions russes Antonov, qui ont une capacité nettement supérieure aux Hercules que possèdent le Canada. «Acheminer l'équipement aurait nécessité 24 à 25 vols d'Hercules, ce qui était impossible compte tenu de l'achalandage à l'aéroport de Colombo [capitale du Sri Lanka], a ajouté Rémi Landry.

## Le Canada augmente son aide

Le premier ministre Paul Martin a par ailleurs annoncé dimanche que le Canada doublerait son aide aux sinistrés de l'Asie du Sud-Est, portant celle-ci à 80 millions de dollars. Des sommes supplémentaires devraient être annoncées par le gouvernement canadien lors de la conférence des pays donateurs, organisée par les Nations unies le 11 janvier à Genève. «Il [Paul Martin] a exploré la possibilité qu'on puisse aller au-delà de cette aide», a soutenu Marc Roy, directeur associé des communications au cabinet du premier ministre. «Le calcul est le suivant: on verse un dollar pour chaque dollar qui est donné par les Canadiens aux organismes reconnus par l'ACDI/Oxfam, Médecins sans frontières, la Croix-Rouge, etc. Si ça dépasse le budget alloué en ce moment, on va augmenter, il n'y a pas de seuil où on va arrêter», a-t-il ajouté.

Toujours soucieux de venir en aide aux victimes des tsunamis, le gouvernement canadien a dépêché trois de ses ministres dans la région pour «estimer les dommages et rencontrer les autorités locales afin de déterminer quelle aide supplémentaire serait nécessaire», a rapporté M. Roy. Le ministre des Affaires étrangères et du commerce international, Pierre Pettigrew, a quitté le pays hier pour se rendre à Jakarta, en Indonésie, alors que les ministres Ujjal Dosanjh (Santé) et Aileen Carroll (Coopération internationale) devaient se rendre aussi dans la région pour coordonner l'aide canadienne sur le terrain.

## Le Québec toujours à la traîne

Sortant de son mutisme des derniers jours, le premier ministre Jean Charest a pour sa part annoncé hier que les édifices gouvernementaux mettraient leurs drapeaux en berne, à l'instar du gouvernement fédéral. Selon le communiqué, le premier ministre québécois a fait savoir à son homologue canadien qu'il mettrait à la disposition du gouvernement fédéral l'expérience et les ressources matérielles nécessaires à l'aide ou à la reconstruction des régions dévastées par les raz de marée. «Il pourrait s'agir par exemple de l'expertise d'Hydro-Québec», a mentionné l'attachée de presse de M. Charest, Marie-Claude Champoux. Selon cette dernière, aucune aide financière supplémentaire n'est prévue, «pour le moment». Le gouvernement du Québec a octroyé 100 000 \$ pour venir en aide aux sinistrés. Rappelons que l'Ontario et la Colombie-Britannique ont respectivement annoncé la semaine dernière des aides financières de cinq et huit millions de dollars.

La ministre des Relations avec les Citoyens et de l'Immigration du Québec, Michelle Courchesne, a aussi annoncé hier qu'elle mettrait tout en œuvre pour faciliter le regroupement des familles touchées par les tsunamis. Bien que les demandes d'immigration et de réfugiés doivent parvenir à Ottawa en premier lieu et ensuite à Québec pour les ressortissants de son territoire, la ministre Courchesne a assuré son homologue fédérale de l'entière collaboration de son ministère. «Le Québec fera preuve d'une sensibilité particulière à l'endroit des enfants devenus orphelins à la suite de cette tragédie», a souligné le communiqué.

La ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration du Canada, Judy Sgro, a pour sa part affirmé par voie de communiqué que «le gouvernement du Canada tient à faire tout ce qui est possible pour réunir les membres des familles proches des Canadiens et des résidents permanents qui ont eu et continuent d'avoir des conséquences graves et personnelles dues à la catastrophe».

## Le Devoir

Avec la Presse canadienne

être à 100 % responsables. Bien sûr, s'informer, être sélectif et vigilant à l'égard de l'industrie, ça demande un peu plus d'effort. Mais l'investissement rapporte beaucoup en intérêt vitaux.»

## Une industrie incontournable

Pas question toutefois pour lui, même s'il prône un régime davantage végétal que carné, «pour éviter le gâchis d'eau, de pétrole et de fertilisant utilisés pour fabriquer des aliments pour les bovins qu'on mange», de se passer complètement de l'industrie agroalimentaire qui, par les temps qui courent, est souvent montrée du doigt. «On ne peut pas tous devenir des jardiniers et des cuisiniers», résume-t-il. Moi, j'aime faire du vélo, mais j'ai aussi une voiture, et je suis content qu'une grande entreprise l'ait construite. Pour la bouffe, c'est la même chose. Je peux me fier un peu à l'industrie qui est essentielle. Mais rien ne m'empêche d'aller acheter des fruits et légumes biologiques frais au marché.»

La logique, raisonnable et «équilibrée», comme de Rosnay aime bien qualifier sa vie, traduit au passage la pensée qui a guidé à une autre époque le scientifique dans l'écriture de ce livre que l'histoire tend doucement à rendre incontournable. «On sentait [en 1979] qu'on était parmi les premiers d'une nouvelle vague montante de personnes qui se rendaient compte qu'on ne pouvait pas toujours se fier à l'industrie pharmaceutique pour être soigné, dit-il. En amont, par contre, par la prévention, il est possible d'arriver à ne pas être malade. Et de ce point de vue, l'alimentation et la nutrition sont de bons moyens pour bien gérer sa santé.»

La formule est connue. Et un quart de siècle après que de Rosnay et sa femme eurent actionné le premier signal d'alarme, elle commence timidement à faire son entrée sur la place publique et dans la sphère politique au Québec. Risquant de donner, du même coup, dans les prochaines années, des ailes au néologisme du penseur français tout comme la malbouffe va, elle, encore longtemps donner des kilos en trop à l'obésité.

## Le Devoir